

Brochure n° 3256

Convention collective nationale

IDCC : 1589. – **MAREYEURS-EXPÉDITEURS**

AVENANT N° 27 DU 26 JUIN 2009
RELATIF AUX HEURES SUPPLÉMENTAIRES

NOR : *ASET0950907M*

IDCC : 1589

Le présent avenant s'applique, conformément à l'article 1.1 de la convention collective, aux professions de mareyeurs et de sauteurs-saurisseurs de poissons, et ceci afin de tenir compte de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 qui a supprimé l'autorisation de l'inspection du travail pour le dépassement du contingent d'heures supplémentaires et le repos compensateur qui était applicable aux entreprises de plus de 20 salariés pour les heures supplémentaires effectuées au-delà de 41 heures par semaine à l'intérieur du contingent.

Article 1^{er}

Le contingent annuel d'heures supplémentaires est fixé à 280 heures, quelles que soient la durée du travail pratiquée dans l'entreprise et l'organisation du temps de travail (modulation, JRTT, etc.).

Les heures supplémentaires sont accomplies dans la limite du contingent après information du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, s'il en existe.

Des heures supplémentaires peuvent être accomplies au-delà du contingent annuel après avis du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, s'il en existe.

Le présent avenant modifie en conséquence :

- l'avenant n° 23 du 15 mai 2008 ;
- le 2 de l'annexe III « Durée et aménagement du temps de travail » ;

- l'accord du 12 mai 1999 relatif à la réduction du temps de travail à 35 heures applicable aux saleurs-saurisseurs de poissons, article 5 ;
- l'accord du 27 octobre 2000 applicable aux mareyeurs-expéditeurs, article 2.2.1, quelles que soient les limites de la modulation.

Article 2

Il est prévu une contrepartie en repos à l'intérieur du contingent d'heures supplémentaires de 1 journée à compter de la 230^e heure supplémentaire. Les modalités de prise de la contrepartie s'effectuent selon les conditions définies par la loi.

Le secrétariat de l'union du mareyage français est mandaté pour les formalités de dépôt et demander l'extension du présent avenant après avoir opéré sa notification à l'ensemble des organisations syndicales de salariés aux fins de vérification d'une éventuelle opposition dans les conditions définies par la loi.

Fait à Paris, le 26 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UMF ;
SNSSP.

Syndicats de salariés :

FGTA CGT-FO ;
CSFV CFTC.